



**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Groupe de Subdivisions Centre
Antenne de Miserey
Rue des Salines
25480 ECOLE VALENTIN
Téléphone : 03 81 51 92 92
Télécopie : 03 81 51 92 99
Site Internet : www.franche-comte.drire.gouv.fr

Miserey, le 18 septembre 2009

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---O0O---

Centre Hospitalier Universitaire de BESANÇON

Hôpital Jean Minjoz

à

BESANÇON (25000)

---O0O---

**RAPPORT DE PRESENTATION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE
L'ENVIRONNEMENT DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES
(CODERST)**

La principale activité soumise à autorisation dans un hôpital au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement est en général la chaufferie de l'établissement.

L'hôpital Minjoz ayant ses besoins en chauffage et eau chaude couverts par le réseau d'eau surchauffée issu de la chaufferie de Planoise autorisée par ailleurs n'avait donc fait l'objet que de récépissés de déclaration pour diverses activités soumises à déclaration.

Cependant, lors d'une inspection au sujet des tours aéroréfrigérantes, il a été constaté que la situation administrative n'était pas satisfaisante, compte tenu du classement sous le régime de l'autorisation de l'activité de réfrigération et de compression qui n'avait fait l'objet que d'un de ces récépissés de déclaration.

Le dossier de régularisation demandé a alors fait l'objet de la procédure réglementaire prévue par le Code de l'Environnement et dont la synthèse est présentée dans le présent rapport. Ce dossier intègre le rapprochement de l'Hôpital Saint-Jacques situé au centre ville et dont le déménagement est programmé en 2011.

Il a mis en évidence deux autres activités soumises à autorisation et qui n'avaient fait l'objet que de simples récépissés de déclaration : préparation ou conservation de produits alimentaires à base animale et préparation ou conservation de produits alimentaires à base végétale.

I – PRESENTATION DE L'HOPITAL

L'hôpital Minjoz est situé sur la commune de Besançon en limite de la zone industrielle et commerciale de Châteaufarine et de la zone industrielle des Tilleroyes, entouré de services, commerces et industries, sur un site d'environ 17 ha. Sa construction date de 1982.

Outre les nombreuses activités de soins, chirurgicales et médico-techniques, des activités administratives et logistiques sont également exercées : réfrigération et compression, cuisine et restauration, service biomédical.

Des substances radioactives sont également utilisées à des fins médicales. Néanmoins, le décret du 24 novembre 2006 modifiant la nomenclature des installations classées a exclu de son champ d'application les opérations avec des substances radioactives qui ne sont pas mises en œuvre dans un établissement industriel et commercial (spécifié à la rubrique 1700).

Concernant l'activité de réfrigération – compression soumise à autorisation et qui a été à l'origine du déclenchement de la procédure de régularisation, un dossier complémentaire déposé le 2 juin 2008 a détaillé précisément l'impact du transfert de Saint-Jacques vers Minjoz sur les installations de réfrigération avec notamment :

- le remplacement de trois groupes frigorifiques de 3450 kW chacun par six groupes frigorifiques de plus petites puissances (594 pour quatre d'entre eux et 461 pour les deux autres) ramenant la puissance globale de 4682 KW à 4580 kW,
- le remplacement des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air en circuit ouvert soumises à déclaration par des aérorefroidisseurs secs adiabatiques comportant deux modes de fonctionnement, un à sec et l'autre en combiné sec et humide sans circuit fermé d'eau de pulvérisation donc sans risque de prolifération de légionelles également soumis à déclaration.

L'impact sur l'environnement de ces modifications est donc positif vis à vis des risques de prolifération de légionelles qui sont nettement diminués, il est également positif vis à vis des consommations d'eau (environ 4310 m³/an grâce à la régulation mis en place qui conduit à un fonctionnement en mode humide moins de 5 % du temps sur l'année alors que la consommation des tours aéroréfrigérantes actuelles est d'environ 16000 m³/an) et il est neutre vis à vis du classement dans la nomenclature.

En fait, le regroupement des deux hôpitaux a été l'occasion de revoir l'activité de réfrigération qui se fera à l'avenir à partir d'une installation centralisée plutôt que dans des centrales de production propres à chaque bâtiment.

Les investissements conséquents réalisés, en particulier l'extension de la sous-station de chauffage existante, la création d'une plate-forme de production de froid, l'implantation d'un transformateur pour assurer l'alimentation électrique des nouvelles installations et le remplacement des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air en circuit ouvert par des aérorefroidisseurs doivent permettre de diminuer nettement les risques de prolifération de légionelles et donc de s'affranchir d'une obligation d'arrêt des circuits de refroidissement en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l de légionelles dans les circuits d'eau qui obligerait un arrêt simultané des blocs opératoires qui doivent impérativement être réfrigérés, avec une évacuation de certains patients vers d'autres structures.

Concernant les cuisines, elles sont utilisées pour préparer non seulement les repas des personnels et patients de l'hôpital Minjoz mais aussi ceux de l'hôpital Saint-Jacques, ceux de l'Institut de formation des soins infirmiers et ceux de la crèche. La production est d'environ 16 tonnes par jour de plats d'origine végétale et d'environ 5 tonnes par jour de plats d'origine animale ce qui est également au delà des seuils du régime de l'autorisation pour cette activité qui n'avait elle aussi fait l'objet que d'un récépissé de déclaration.

Les autres activités soumises à la législation des installations classées sont des activités soumises à déclaration :

- l'utilisation de transformateurs au PCB : le site dispose de neuf transformateurs dont sept au PCB de 1980 qu'il est prévu d'éliminer avant fin 2010, conformément à la réglementation,
- l'emploi et stockage d'oxygène, le site dispose d'un stockage d'oxygène liquide à l'Ouest du bâtiment central pour l'alimentation des blocs opératoires et des chambres qui sont équipées de vannes à clapets à l'arrière des lits et un deuxième à l'Est pour l'alimentation de la nouvelle plate-forme « gaz médicaux ». L'oxygène est conservé sous forme liquide à - 183°C et prend sa forme gazeuse en se réchauffant dans le réseau d'alimentation de l'hôpital. Des stockages d'oxygène gazeux existent aussi en bouteilles mobiles (entre 60 et 70) de 5 et 20 litres sous pression à 200 bars,
- le stockage de fuel domestique : quatre cuves enterrées en fosse avec double paroi, purge et alarme de sécurité d'une capacité totale de 160 m³ (plus une supplémentaire de 15 m³ à terme après le transfert de l'hôpital Saint-Jacques) qui servent à alimenter cinq groupes électrogènes de secours (plus trois supplémentaires à terme après le transfert de l'hôpital Saint-Jacques) pour faire face à une éventuelle défaillance de l'alimentation électrique EDF. Les groupes électrogènes ne sont pas classés dans la nomenclature des installations classées et tournent une fois par semaine en alternance pour vérifier leur fonctionnement,
- le stockage de papiers (d'archives) dans un local de 12000 m² avec une quantité d'environ 2400 m³ au sous-sol du bâtiment « cuisines et archives ».

II – SITUATION ADMINISTRATIVE

L'hôpital avait fait l'objet de plusieurs récépissés de déclaration :

- en date du 21 juin 1984 pour des activités de stockage de dépôt d'oxygène liquide,
- en date du 23 janvier 1980 pour des activités de stockage et de mélange à froid de liquides inflammables,
- en date du 14 septembre 1987 pour des transformateurs au PCB,
- en date du 14 mai 1996 pour des activités de cuisine, de stockage d'archives et de réfrigération-compression,

et d'un arrêté préfectoral de prescriptions (et non d'autorisation) en date du 6 février 2004 pour définir les conditions d'exploitation des tours aéroréfrigérantes.

Lors d'une inspection au sujet des tours aéroréfrigérantes, il a été constaté que la situation administrative au regard de la législation des installations classées n'était pas satisfaisante, compte tenu du classement sous le régime de l'autorisation de l'activité de réfrigération et de compression qui n'avait fait l'objet que du récépissé de déclaration en date du 14 mai 1996.

Lors de la constitution du dossier de régularisation, il a aussi été constaté que les activités de préparation ou conservation de produits alimentaires dépassaient également les seuils du régime de l'autorisation alors qu'elles aussi n'avaient fait l'objet que d'un récépissé de déclaration.

L'ensemble des activités exercées visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes, en intégrant le rapprochement de l'Hôpital Saint-Jacques situé au centre ville et dont le déménagement est programmé en 2011 :

Nature de l'Activité	Installations	Volume de l'activité	N° de la nomenclature	Classement
Installation de réfrigération ou compression	1 plate-forme froid, des groupes de secours et des installations de compression notamment aux Urgences et au Pôle Cœur poumon	4580 KW	2920.2.a	A
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	-	quantité entrante d'environ 16 t/j	2220.1	A
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	-	quantité entrante d'environ 5 t/j	2221.1	A
Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type circuit fermé	12 aérorefroidisseurs secs adiabatiques associés aux 4 groupes frigorifiques de 594 KW chacun	3298 KW	2921.2	D
Dépôt de liquides inflammables	6 cuves de fioul domestique associées à 8 groupes électrogènes de secours	175 m ³ (soit 35 m ³ de capacité équivalent)	1430 et 1432	D

Dépôt de papiers cartons	Un bâtiment d'archives	2420 m ³	1530.2	D
Utilisation de transformateurs au PCB	7 transformateur dont 6 en cours d'élimination		1180.1	D
Dépôt d'oxygène liquide	Deux stockages : - au Sud 2 citernes de 25000 et 7500 litres et 1 cadre de bouteilles de secours type V9, - au Nord 2 citernes de 7500 et 3500 litres et 2 cadre de bouteilles de secours type V9	60 t	1220.3	D

III – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

1 - Enquête publique

Par arrêté préfectoral du 10 octobre 2006, une enquête publique a été prescrite pour une durée d'un mois, du 13 novembre au 13 décembre 2006, à la mairie de BESANÇON.

Elle n'a donné lieu à aucune observation sur le registre d'enquête ni à aucune correspondance du public et personne ne s'est présenté.

Après avoir étudié le contenu du dossier et le mémoire en réponse du pétitionnaire aux interrogations du commissaire enquêteur, ce dernier, dans son rapport en date du 15 janvier 2006 émet un avis favorable sans réserve ni recommandations.

2 - Consultation des conseils municipaux

Commune de BESANÇON : avis favorable (séance du 18 décembre 2006),

Commune de SERRE LES SAPINS : avis favorable (séance du 22 décembre 2006),

Commune de FRANOIS : avis favorable (séance du 7 décembre 2006).

3 – Consultation des services administratifs

Par courrier en date du 10 octobre 2006, tous les services administratifs ont été consultés.

Le 13 octobre 2006, la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Doubs informe qu'elle n'a aucune observation à formuler sur ce dossier.

Le 30 octobre 2006, la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt émet un avis favorable sur ce dossier qui n'appelle pas d'observation particulière de la part de ses services.

Le 15 novembre 2006, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Doubs préconise le respect des mesures de sécurité suivantes :

- respecter les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation,
- veiller à ce que les voies d'accès de l'établissement soient utilisables en tout temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie,

- afin d'anticiper la survenue d'un sinistre au sein de l'établissement, une ébauche de plan d'établissement répertorié (ETARE) a été réalisée en partenariat avec l'exploitant. Aujourd'hui, ce plan de masse renseigné n'est plus à jour compte tenu des importants travaux entrepris et ne suffit pas à préparer et coordonner l'action des secours publics avec les personnels du service de sécurité du CHU. Dans ce cadre, l'attention est attirée sur la nécessité d'une collaboration étroite de l'exploitant pour parfaire ce document opérationnel conformément à l'article MS 42 du règlement de sécurité du 25 juin 1980, non abouti malgré des sollicitations répétées.

De même, il apparaît important de valider ce plan ETARE par l'organisation d'exercices réguliers visant à bénéficier de retour d'expérience concourant à améliorer son contenu et les automatismes de chacun des intervenants, tant sapeurs pompiers que personnels hospitaliers.

Le 4 décembre 2006, le Service Interministériel Régional des Affaires Civiles, Economiques, de Défense et de Protection Civiles informe qu'il n'a pas d'observation particulière sur ce dossier.

Le 23 novembre 2006, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales précise que ce dossier appelle de sa part les remarques suivantes :

- en ce qui concerne la protection du réseau public AEP : il convient d'assurer la protection du réseau d'eau potable public par la mise en place de dispositifs de disconnexion conformes.
- en ce qui concerne la lutte contre les légionelles – Tours aéroréfrigérantes (TAR) :
 - Il conviendra de justifier le choix des deux paramètres suivis pour éviter la prolifération de légionelles et de préciser les actions conseils en fonction des résultats obtenus.
 - La fréquence de recherche de *Legionella pneumophila* doit être conforme à l'arrêté du 13 décembre 2004.
 - Les analyses des légionelles doivent être conformes à l'arrêté du 13 décembre 2004 qui prévoit la mesure du pH, de la conductivité et de la turbidité de l'eau, de la concentration en produits de traitement ainsi que le relevé de l'aspect de l'eau prélevée pour recherche de légionelles.
 - En cas de prolifération de légionelles : les procédures du CHU doivent correspondre aux prescriptions de l'arrêté du 13 décembre 2004, en particulier des contrôles tous les 15 jours pendant trois mois après la remise en service de l'installation doivent être prévus en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l.
 - Les conséquences de l'arrêt éventuel des TAR sur le fonctionnement du CHU doivent être évoquées ainsi que la durée de l'arrêt pour vidange, nettoyage et désinfection.
 - Selon l'arrêté du 13 décembre 2004, la surveillance de l'exploitation doit se faire par des personnes formées au risque légionellose associé à l'installation, l'ensemble des documents justifiant de ces formations devant être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
 - Enfin, il est abusif d'affirmer que « le risque sanitaire lié aux TAR est supprimé sur le site Minjoz du fait de l'application efficace du protocole de surveillance et d'entretien des installations ». En effet, quelles que soient les mesures mises en œuvre, le risque zéro n'existe pas et il convient de maintenir une vigilance permanente.

- en ce qui concerne les déchets d'activité de soins : les déchets d'activités de soins doivent être stockés et éliminés selon les prescriptions des articles R.1335-1 à R.1335-8 du code de la santé publique. Les modalités d'entreposage de ces déchets doivent en outre répondre aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999. Le dossier ne donne aucune information quant à ces modalités de stockage.
- en ce qui concerne les effluents radioactifs : le dossier ne comprend aucune mention de la gestion des effluents et déchets radioactifs.
- en ce qui concerne les transformateurs au PCB et des PCT : l'analyse des principaux risques présentée dans l'étude de danger fait état d'un risque d'émanations toxiques en cas d'explosion et d'incendie des transformateurs du site. Or, ne sont cités que le chlorure d'hydrogène et le dioxyde de carbone comme produit de décomposition des PCB, alors même que les dioxines et furannes sont évoqués dans un exemple d'accident impliquant des transformateurs au PCB dans la partie « Identification des principaux risques » de l'étude.
- en ce qui concerne le bruit : les mesures effectuées en limite de propriété ne sont pas synthétisées dans un tableau. La recherche dans les annexes des valeurs mesurées le jour et la nuit n'est pas des plus aisées. Par ailleurs, il n'est pas possible de parler d'émergence sans avoir mesuré un bruit ambiant et un bruit résiduel.

Le 14 novembre 2006, la Direction Régionale de l'Environnement informe que cette demande n'appelle pas d'observation au titre des réglementations dont elle a la charge.

Le 19 février 2007, la Direction départementale de l'Équipement du Doubs émet un avis favorable en précisant que :

- selon l'atlas des secteurs à risque de mouvement de terrain, le terrain d'assiette du projet est concerné partiellement par un risque de mouvement de terrain en raison de l'existence d'une zone classée en moyenne densité de dolines. Ce risque est donné pour information (aléa 0). Dans ces secteurs, la pratique du service chargé des risques naturels consiste à accepter les constructions nouvelles. Seules les dolines identifiées sont inconstructibles en raison du risque d'effondrement possible,
- cette information est contradictoire avec l'étude d'impact qui mentionne que la zone du site n'est pas concernée par un risque de glissement de terrain sans mentionner qu'un tout autre risque naturel puisse être présent,
- il est utile de rappeler que la présence d'un karst a été reconnu lors de la construction de l'hôpital par mise à jour de cavités importantes (gouffres) ayant nécessité des fondations particulières imprévues,
- en cas de construction nouvelles sur le site, il conviendra de prendre en compte ce risque ainsi que les contraintes résultantes du classement sonore de la RN 73.

-

IV – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les différentes observations soulevées lors de la procédure administrative appellent de notre part les commentaires suivants :

En ce qui concerne la protection du réseau public évoquée par la DDASS

Les dispositifs de disconnexion recommandés sont imposés par le projet d'arrêté préfectoral (article 4.2.1).

En ce qui concerne la lutte contre les légionelles évoquée par la DDASS

Depuis la constitution du dossier, l'exploitant a fait réaliser une analyse méthodique des risques comprenant notamment les différents paramètres à suivre pour repérer une prolifération de légionelles, les dispositions à prendre en cas de dépassement des seuils réglementaires et pour arrêter les tours aéroréfrigérantes si nécessaire. La fréquence des analyses a également été revue à la hausse avec une mesure mensuelle plutôt que trimestrielle.

De plus, le regroupement des deux hôpitaux sera l'occasion de revoir l'activité de réfrigération qui se fera à l'avenir à partir d'une installation centralisée plutôt que dans des centrales de production propres à chaque bâtiment.

Les investissements conséquents à réaliser en particulier l'extension de la sous-station de chauffage existante, la création d'une plate-forme de production de froid, l'implantation d'un transformateur pour assurer l'alimentation électrique des nouvelles installations et le remplacement des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air en circuit ouvert par des aérorefroidisseurs doivent permettre de diminuer nettement les risques de prolifération de légionelles et donc de s'affranchir d'une obligation d'arrêt des circuits de refroidissement en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l de légionelles dans les circuits d'eau qui obligerait un arrêt simultané des blocs opératoires qui doivent impérativement être réfrigérés, avec une évacuation de certains patients vers d'autres structures.

De plus, les dispositions de l'arrêté du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921 continuent de s'appliquer notamment pour les aérorefroidisseurs secs adiabatiques lorsqu'ils fonctionnent en mode combiné sec et humide (article 7.5).

En ce qui concerne les déchets d'activités de soins évoqués par la DDASS

Dans le dossier, le pétitionnaire a précisé que les déchets d'activité de soins étaient collectés dans des collecteurs de 6 litres, des cartons de 25 ou 50 litres, des seaux de 10, 30 ou 60 litres puis regroupés dans chaque service dans des bacs avant une prise en charge par les sociétés APURA, France Hôpital ou PURHIO, selon le type de déchet.

Comme le signale la DDASS, ces sociétés sont plutôt des fournisseurs et le pétitionnaire nous a précisé que :

- les déchets d'activités de soins sont traités selon les dispositions prévus par le Code de la Santé Publique,
- ils sont stockés dans des locaux dédiés à cet effet, sécurisés et ventilés, conformes à l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999,
- les sacs les contenant sont normalisés et répondent à la norme NFX 30 achetés dans le cadre d'un appel d'offres national et mis dans des conteneurs également normalisés,
- l'enlèvement des conteneurs se fait tous les matins par SITA Centre Est et acheminés vers l'usine d'incinération de Dijon agréée pour leur incinération,
- à chaque enlèvement un bordereau de suivi d'élimination est rempli par toutes les parties et est archivé par la suite à la direction des Services Hospitaliers,
- les objets coupants ou tranchants sont effectivement considérés comme des DASRI et traités comme tel.

La nécessité de respecter les prescriptions du Code de la santé Publique est rappelée à l'article 5.1.2.

En ce qui concerne les effluents et déchets radioactifs évoqués par la DDASS

Le décret du 24 novembre 2006 modifiant la nomenclature des installations classées a exclu de son champ d'application les opérations avec des substances radioactives qui ne sont pas mises en œuvre dans un établissement industriel et commercial (spécifié à la rubrique 1700).

L'article L.1333-4 modifié du Code de la santé Publique précise aussi que : " Les activités mentionnées à l'article L.1333-1 sont soumises à un régime d'autorisation ou de déclaration...Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux activités destinées à la médecine, à la biologie humaine ou à la recherche médicale, biomédicale et vétérinaire. "

Il n'y a donc pas de classement de cette activité au titre de la législation ICPE et après renseignement pris auprès de l'Autorité indépendante de Sécurité Nucléaire (ASN), il nous a été confirmé qu'il ne fallait pas réglementer la gestion des déchets radioactifs dans l'arrêté pris au titre de la législation sur les installations classées mais qu'il y avait bel et bien autorisation nécessaire au titre du Code de la Santé Publique (voir alinéa relatif à la simplification administrative) et que cette autorisation est assortie de prescriptions techniques visant notamment les déchets.

La nécessité de respecter les prescriptions délivrées au titre du Code de la santé Publique est rappelée à l'article 5.1.2.

A titre d'information, l'exploitant nous a quand même transmis toutes les consignes concernant la gestion des déchets radioactifs et en particulier les conditions du vieillissement des déchets dont la période est inférieure à 100 jours et les conditions d'enlèvement selon la caractéristique des déchets, pour ceux dont la période est supérieure à 100 jours, conformément aux recommandations de l'ANDRA, l'agence nationale de gestion des déchets radioactifs.

En ce qui concerne les transformateurs évoqués par la DDASS

Le risque essentiel en cas d'incendie est effectivement le rejet de dioxines et furannes. Ces risques sont limités par des précautions à prendre et imposées notamment celles consistant à entretenir et à vérifier régulièrement les installations électriques (article 7.2.2). Par ailleurs, l'élimination de tous les transformateurs au PCB est programmée à l'échéance de 2010.

En ce qui concerne le bruit évoqué par la DDASS

De nouvelles mesures ont été effectuées en avril 2008 qui confirment que le bruit du trafic routier dans ce secteur est prédominant et que le bruit émanant de l'hôpital dans les zones à émergence réglementée n'est pas perceptible. Par contre, ces mesures ne déterminent toujours pas d'émergence dans les zones à émergence réglementée. Ces mesures d'émergence devront être réalisées dans les zones à émergence réglementée dès que le local dédié à la production du froid sera mis en service (article 6.2).

En ce qui concerne la présence de dolines évoquée par la DDE

Les risques d'effondrement liés à la présence éventuelle de dolines étaient effectivement à étudier.

L'exploitant nous a confirmé que des dispositions avaient été prises concernant le chantier « Transfert Saint-Jacques » contre les risques de glissement de terrain liés à la présence de dolines :

- une étude de faisabilité a été réalisée en juillet 2004 par l'entreprise CEBTP comprenant :
 - une synthèse des prospections géophysique,
 - des reconnaissances et essais de sol,
 - une comparaison des prospections géophysique et des sondages mécaniques,
 - des investigations hydrogéologiques.

Compte tenu de la très grande hétérogénéité du site due à la présence de substratum calcaire karstifié, des forages destructifs ont été réalisés au niveau de chaque appui afin de reconnaître le sol, qui a entraîné la réalisation de fondations adaptées à savoir :

- puits de fondations superficielles avec un ancrage de 80 cm dans les calcaires sains,
- pieux forés non tubés (de diamètre 70, 80 et 90 cm) avec un ancrage de 1 m dans le substratum compact,
- pieux forés tubés (de diamètre 70 et 90 cm) avec un ancrage de 1 m dans le substratum compact,
- micros pieux forés de type 2 d'un diamètre de 200 mm comprenant un tube de 80 mm travaillant en frottement frontal latéral,
- longrines de pontages.

En ce qui concerne les contraintes résultantes du classement sonore de la RN 73

Ces contraintes ne peuvent pas être prises en compte au titre de la législation des installations classées auxquelles s'appliquent les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif au bruit émis par les installations classées et qui fixe les normes d'émissions à respecter.

S'il s'agit de dispositions constructives, elles ont, par contre, dû pouvoir s'appliquer au titre des règles d'urbanisme lors de la procédure d'obtention du permis de construire.

En ce qui concerne les recommandations du SDIS

Les préconisations du SDIS sont reprises dans le projet d'arrêté annexé à ce rapport (articles 7.2.1 et 7.4.6) à l'exception de celles relatives au Code de la Construction qui ne peuvent pas être imposées par un arrêté pris au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il est notamment imposé que l'ébauche de plan d'établissement répertorié (ETARE) réalisé en partenariat avec l'exploitant soit réactualisé en collaboration avec le SDIS avant le transfert de l'hôpital Saint-Jacques (article 7.4.6).

V – AVIS ET PROPOSITIONS DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

L'examen du dossier permet de constater que les dispositions qui ont été prises par l'exploitant donnent globalement satisfaction.

La régularisation des activités de réfrigération et de préparations alimentaires permet de fixer des conditions d'exploitation plus sévères notamment en terme de rejets avec la prise en compte des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 2008 relatif aux émissions des installations classées soumises à autorisation.

Par ailleurs, la procédure a été mise à profit pour présenter les conditions du regroupement des hôpitaux Minjoz et Saint-Jacques à l'échéance de 2011.

Ce regroupement avec les diverses constructions ne sont pas de nature à apporter de nuisances supplémentaires significatives par rapport à la situation actuelle. Au contraire, même elle devrait apporter des améliorations en ce qui concerne la maîtrise des pollutions et des risques susceptibles d'apparaître lors de l'exploitation de l'hôpital notamment par une meilleure prise en compte de thèmes comme la gestion des déchets ou les risques de prolifération de légionelles avec par exemple une activité de réfrigération qui se fera à l'avenir à partir d'une installation centralisée plutôt que dans des centrales de production propres à chaque bâtiment.

En conséquence, nous émettons un avis favorable à l'autorisation demandée sous réserve du respect des prescriptions établies dans notre projet d'arrêté préfectoral, dans lequel sont repris les dispositions réglementaires applicables aux installations classées soumises à autorisation, en particulier celles de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et certaines prescriptions proposées lors de la consultation des services administratifs.

Nous proposons d'inviter le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) à émettre un avis sur cette demande et sur le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.